

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, un certain travail de base a été fait. Nous sommes convaincus que les effets seraient néfastes. Le travail se poursuit.

M. l'Orateur: Je permettrai au député de Lisgar de poser une question supplémentaire. Nous avons atteint la fin de la période des questions. Après le député de Lisgar, je donnerai la parole au député de York-Ouest, puis au député d'Okanagan Boundary.

M. Murta: Monsieur l'Orateur, je n'ai qu'une courte question supplémentaire à poser au ministre. Si le gouvernement fédéral est convaincu que les effets du barrage qu'on est en train de construire à l'heure actuelle seront néfastes pour le Manitoba, en a-t-on informé les États-Unis et la commission mixte internationale a-t-elle été mêlée à l'affaire? De plus, le gouvernement du Manitoba en a-t-il été informé parce qu'on semble croire que le projet ne fera aucun tort à la province?

M. Davis: La réponse aux trois questions est oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AÉROPORTS

TORONTO—DEMANDE DE RÉGLEMENTATION DES SERVICES DE TAXI—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Jim Fleming (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné la crise actuelle des taxis à l'aéroport International de Toronto, où des chauffeurs sans permis demandent des prix exorbitants et où règne un désordre indescriptible, le ministre peut-il nous dire à quelles mesures a eu recours le cabinet ou s'il en a lui-même prises à cet égard?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, comme vous le savez, nous pouvons très bien contrôler les taxis à l'aéroport, mais non en dehors de ce secteur. La seule solution à ce problème c'est de s'entendre avec la municipalité de Toronto, ce dont nous nous occupons présentement, afin de pouvoir contrôler tous les taxis.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'OPPORTUNITÉ DU RÉTABLISSEMENT DANS LA LOI DES STIMULANTS À L'INVESTISSEMENT EN VUE DE LA RARETÉ DES LOGEMENTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné qu'on nous a annoncé vendredi dernier que le gouvernement de la Colombie-Britannique avait mis en place des contrôles sur les loyers des propriétés résidentielles en raison de la pénurie de logements à louer et de l'augmentation des loyers, le ministre envisage-t-il, en vue d'augmenter le nombre de logements à louer, de rétablir les stimulants offerts antérieurement dans la loi de l'impôt sur le revenu à ceux qui investissent dans des logements pour la location?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette question vaut la peine d'être examinée et je suppose que la Colombie-Britannique pourrait

Questions orales

s'orienter davantage vers des projets de stimulants à l'égard du secteur privé.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour. Le député de Middlesex pose-t-il la question de privilège?

M. Frank: Monsieur l'Orateur, cela m'ennuie de retarder les députés par cette question de privilège, qui j'espère en est bien une, mais je m'oppose fortement au ministre de l'Agriculture qui accuse l'opposition d'être à l'origine de la confusion qui règne dans l'industrie des bovins dans tout notre pays. Le ministre a annoncé vendredi un programme sans nous exposer de principes directeurs précis puis, le jour ouvrable suivant, c'est-à-dire lundi, toujours sans politique précise, il a déclaré que c'est nous qui créons la confusion dans cette industrie.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que le député conviendra volontiers qu'il soulève là un débat. Il ne s'agit pas d'une question de privilège et je ne pense pas que nous puissions tenir un débat sur une question de privilège fondée sur la déclaration que vient de faire le député de Middlesex. Il me semble qu'il discute avec le ministre. Je ne sais pas s'il a tort ou raison, mais je tiens à lui dire qu'il ne s'agit pas d'une question de privilège.

M. Frank: Je comprends, monsieur l'Orateur. Le point que je veux faire ressortir, c'est que je suis certain que vous ne pouvez pas comprendre l'importance de la situation qui prévaut dans notre pays à cause du gouvernement. Hier, pendant la période des questions, trois brèves questions furent posées au sujet de cette industrie. Si le ministre pense que les Canadiens ne sont pas inquiets à ce sujet, j'aimerais qu'il entre en contact avec son collègue de l'Ontario, qui, lui, est inquiet. D'ailleurs, il se trouve dans la tribune aujourd'hui.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Pourquoi n'est-il pas en train de travailler à Queen's Park?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je suis certain que le député conviendra qu'il ne s'agit pas d'une question de privilège et que l'on ne peut poursuivre cette discussion.

M. Dinsdale: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement à propos d'une question soulevée pendant la période des questions aujourd'hui. Il s'agit d'une affaire urgente parce que le projet de construction d'un barrage sur la rivière Garrison menace les réserves d'eau pour la consommation domestique provenant de la rivière Souris; c'est le moment de signaler au ministre de l'Environnement que la CMI, organisme responsable...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a exposé son argument au ministre en invoquant le Règlement. Puis-je toutefois répéter que nous avons chaque jour des présumés rappels au Règlement et des questions de privilège qui ne respectent pas notre procédure. Lorsque les députés présentent de tels arguments et posent de telles questions, ils discutent avec les ministres. Cela ne favorise pas la marche ordonnée de nos travaux.

[Français]

Je m'excuse auprès de l'honorable député qui apparemment désire invoquer le Règlement ou peut-être poser la question de privilège.